

SOS LMSH/3

3161

(1939)

3161

ARCHIVES

Revente de vieux rails aux fournisseurs de rails neufs

(s) C.A. 1.3.39 17 II<sup>bis</sup>

Revente de vieux rails aux fournisseurs de rails neufs

QU. II bis

Revente de vieux rails aux fournisseurs  
de rails neufs

(s) 17

M. GALLIOT .....

En raison de l'importance des achats que la S.N.C.F. fait aux aciéries françaises, on peut se demander si elle ne pourrait pas s'entendre avec ces usines pour leur vendre tout ou partie de ses disponibilités en aciers usagés.

M. LE PRESIDENT craint que ces relations directes ne soient empêchées par des difficultés analogues à celles qu'il a lui-même rencontrées au Ministère de la Guerre pour négocier l'achat direct de charbon aux producteurs, sans passer par des intermédiaires.

M. LE BESNERAIS croit que l'une des raisons pour lesquelles les ventes de vieilles ferrailles n'intéressent pas les producteurs d'acier est qu'elles portent sur des produits mélangés et qu'un triage s'impose au préalable. Or ils ne veulent pas procéder à ce triage et la Société Nationale, de son côté, ne tient pas à s'en charger.

Il ne serait évidemment pas impossible de constituer, après tri, des lots spéciaux, mais d'autres difficultés resteraient encore à surmonter. Il existe parfois des stocks importants et il n'est pas évident qu'une seule usine pourrait se porter adjudicatrice de la totalité du lot. Mais, en général, c'est la difficulté contraire qui se présente, due à une trop grande dissémination; la plupart des rails usagés se trouvent répartis, en petits lots, en de nombreux points du territoire.

M. LE BESNERAIS n'a d'ailleurs aucune objection à ce que les métallurgistes prennent part aux adjudications de lots de vieilles ferrailles.

M. GALLIOT croit qu'il serait possible d'aller plus loin et d'imposer aux fournisseurs d'un certain tonnage de rails l'achat, en contrepartie, d'une quantité correspondante de vieux rails. Il est assez anormal, en effet, que les métallurgistes, qui s'opposent à l'exportation des rails usagés, se refusent ensuite eux-mêmes à les acheter.

M. LE BESNERAIS doute que ce procédé puisse permettre d'obtenir un prix plus avantageux pour la vente des vieilles ferrailles. Car les intéressés ne manqueraient pas de tenir compte, dans le prix de leurs fournitures, des sujétions qui leur seraient ainsi imposées. Il croit que l'intérêt véritable de la S.N.C.F. est de vendre les vieux métaux disponibles à ceux qui en sont acheteurs, en profitant de la concurrence entre ces derniers et sans chercher à créer une liaison arbitraire entre la vente de vieux rails et l'achat de rails neufs, qui sont des questions bien différentes.

M. LE PRESIDENT pense que les marchés dits de conversion ne sont cependant pas sans intérêt.

M. LE BESNERAIS est d'accord sur ce point. Mais l'intérêt des marchés de cette nature apparaît surtout lorsque le vieux métal peut être fondu et réutilisé. C'est ce qui se produit, par exemple, pour la fabrication de coussinets en métal anti-friction. Mais la question se présente différemment pour la fabrication des rails qui sont très généralement obtenus par le procédé Thomas, alors que les vieux rails servent à fabriquer de l'acier Martin.

Sous ces réserves, rien ne s'oppose à ce que l'on ouvre des négociations avec les aciéries. Mais, si l'on



veut obtenir des conditions plus avantageuses, il serait préférable que l'initiative de ces pourparlers vienne des fabricants de rails.

M. GALLIOT estime que, pour provoquer cette initiative, la Société Nationale n'aurait qu'à réclamer la liberté d'exportation des vieilles ferrailles.

Il faut reconnaître, en effet, que, dans une telle discussion, la position de la S.N.C.F. n'est pas très bonne, en raison même des limitations apportées à l'exportation de vieux métaux, alors que les plus gros clients sont en Italie.

M. LE BESNERAIS craint que la Société Nationale ne s'attire certaines difficultés dans l'opinion publique, en réclamant cette liberté d'exportation.

M. LE PRESIDENT pense qu'il serait cependant intéressant de donner suite à la suggestion de M. GALLIOT en ce qui concerne les marchés de transformation et d'essayer d'entamer des pourparlers avec le Comité des Forges.

M. PORCHEZ craint que ces démarches ne restent infructueuses. Il rappelle, en effet, que la fabrication des rails laisse normalement un déchet important, dû aux chutes, qui dépasse parfois 30 %, et il est à prévoir que les fabricants se refuseront à accroître encore un stock de métal inutilisable pour leurs fabrications. Il signale qu'une grande aciérie entreprend des travaux importants pour installer un four Martin permettant de traiter ces rebuts. Au surplus, dans les conditions actuelles de fabrication, le métal des vieux rails ne peut servir systématiquement pour en fabriquer des neufs.

M. LE BESNERAIS ajoute que ce n'est pas avec le Comité des Forges qu'il faudrait traiter, mais avec les usines qui fournissent les rails.

M. LE PRESIDENT demande que l'on étudie cependant la suggestion de M. GALLIOT qui est très intéressante.